

# Les espions américains enquêtent sur l'argent russe du FN

Washington s'inquiète des largesses de Poutine pour la campagne présidentielle de Marine Le Pen, qui emprunte 30 millions de dollars à Moscou.

Ce n'est pas vraiment un conte de Noël, plutôt un polar politique, sur fond de remake de guerre froide. Après avoir accusé la Russie d'avoir favorisé l'élection de Trump, les Etats-Unis soupçonnent Poutine de vouloir réitérer lors du scrutin de mai en France. Pas question, cette fois, d'une cyberattaque. Plus classiquement, c'est un confortable coup de pouce financier de 30 millions de dollars (28,7 millions d'euros), destiné à favoriser Marine Le Pen lors de la prochaine présidentielle, qui est évoqué. Un courrier rédigé par un parlementaire américain suggère de lâcher quelques espions avec l'ordre d'enquêter sur le sujet.

La lettre est signée d'un certain Mike Turner. Comme Trump, ce quinquagénaire originaire de l'Ohio est un élu républicain. A la Chambre des représentants, il est membre du Comité permanent sur le renseignement. C'est à ce titre que, le 28 novembre, il écrit au *director of National Intelligence* (DNI), l'équivalent aux USA du coordinateur national du Renseignement français. L'expert en question a pour mission de coordonner toutes les agences employant des James Bond et autres barbouzes. Aux Etats-Unis, elles sont 17 - CIA, NSA, FBI, etc. -, contre 6 en France...

## Paris filiale de Moscou

LES sirènes russes n'ont pas chanté que pour Marine Le Pen. François Bayrou, lui aussi, s'est vu proposer par le Kremlin un soutien sonnante et trébuchant. En 2007, des oligarques russes avaient proposé de financer l'ensemble de sa campagne présidentielle. Le Béarnais avait refusé l'offre et rendu l'affaire publique. D'après Cécile Vaissé, universitaire spécialiste de la Russie, « Moscou mise actuellement sur Fillon ». Poutine, ajoute-t-elle, a « accompagné un virage à droite de la société française, notamment sur le débat autour des migrants. Ce qui a permis de contribuer à saper Hollande ».

Les Français avaient vraiment besoin de Poutine pour ça ?



Dans sa bafouille, Turner demande « respectueusement » à l'« honorable » James Clapper, ancien général de l'US Air Force et désormais DNI, d'enquêter sur les relations coupables qu'entretiennent Marine Le Pen et Vladimir Poutine. En réalité, Turner et les autres parlementaires en connaissent déjà un rayon. Mais le parlementaire souhaite obtenir « des détails supplémentaires » sur cette « vaste campagne » destinée à « mener une guerre de l'information contre les Etats-Unis et d'autres pays dont les intérêts contrecarrent ceux de la Russie ». Tous aux abris !

## En eaux roublés

L'élus, spécialiste du renseignement, précise avoir déjà appris, le 23 septembre, par une lettre du DNI, que des liens financiers entre le FN et Moscou avaient été noués « en novembre 2014 ». A cette époque, écrit-il, « le parti d'extrême droite antieuropéen a reconnu publiquement avoir reçu un prêt de 9,8 millions de dollars (9,3 millions d'euros) d'une banque russe liée au Kremlin ». Pour tenter d'éteindre le début d'une polémique en France, Marine Le Pen avait alors fait valoir que les banques françaises lui refusaient toute avance. Un argument déjà employé par papa Jean-Marie pour

justifier les emprunts souscrits auprès de son ami et imprimeur de l'époque, Fernand Le Rachinel. Vieille ficelle...

Fille s'est tournée de nouveau vers les banquiers, bolcheviques repentis, pour préparer la prochaine présidentielle. Sachant que l'Etat plafonne les dépenses électorales à 22,5 millions d'euros (pour un candidat du second tour), elle a demandé à la Russie, en février, « un prêt de 30 millions de dollars », précise Turner. Qui ajoute : « En cas de victoire, Marine Le Pen reconnaîtra la Crimée comme faisant partie du territoire russe. » Un deal qui, selon l'universitaire Cécile Vaissé, spécialiste de la Russie, n'a rien d'étonnant : « C'est la mentalité et les pratiques du KGB. On achète des gens et on place ses pions, en se disant qu'ils auront bien une utilité. »

Surtout si, sait-on jamais, ils s'installent à l'Elysée...

Didier Hassoux

● Interrogé par « Le Canard » sur le prêt de 30 millions de dollars accordé au FN pour la campagne de Marine Le Pen, le trésorier du parti, Wallerand de Saint Just, a répondu : « Nous n'avons pas de problèmes particuliers. Nous ne vous donnerons pas un seul détail supplémentaire. » On va demander à Vladimir Poutine, alors...

U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES  
PERMANENT SELECT COMMITTEE  
ON INTELLIGENCE

November 28, 2016

The Honorable James Clapper  
Director of National Intelligence

In November 2014, France's far-right, anti-EU National Front (FN) party publicly acknowledged that it had received a \$9.8 million loan from a Russian bank with links to the Kremlin, allegedly brokered by a sanctioned Russian Duma deputy, according to French press reporting. This funding came after the FN's strong electoral gains in French municipal councils, France's Senate, and the European Parliament. In February 2016, the FN asked Russia for a \$30 million loan (sic) to fund the FN leader Marine Le Pen's 2017 presidential campaign. In May, Le Pen said in an interview that she will recognize Crimea as Russian territory if she wins the French Presidency.

Ci-dessus, extrait de la lettre adressée par Mike Tuner, parlementaire américain, à l'« honorable » James Clapper, coordinateur des 17 agences de renseignements US. Ci-dessous, la traduction en français.

## CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS, Comité permanent sur le renseignement

En novembre 2014, le Front national, parti français antieuropéen d'extrême droite, reconnaissait avoir reçu un prêt de 9,8 millions de dollars d'une banque russe liée au Kremlin, prétendument négocié par un député de la Douma, selon des reportages de la presse française. Ce financement est intervenu après les importantes victoires électorales remportées par le FN, dans les élections municipales, sénatoriales et au Parlement européen. En février 2016, le FN a demandé à la Russie un prêt de 30 millions de dollars pour financer la campagne présidentielle de Marine Le Pen en 2017. En mai, Le Pen a déclaré dans une interview qu'en cas de victoire à l'élection présidentielle elle reconnaîtrait la Crimée comme faisant partie du territoire russe.

## Le Roux sur liste noire

PLACE BEAUVAU, personne n'avait songé à le prévenir. Bruno Le Roux, le nouveau ministre de l'Intérieur, est interdit de séjour chez Poutine ! Persona non grata pour dix ans, ainsi que l'a confirmé au « Canard » l'ambassadeur de Russie à Paris ! Bruno Le Roux figure depuis un an et demi déjà sur la fameuse liste noire du Kremlin. Un répertoire de 89 noms, établi par Moscou, réplique aux sanctions de Bruxelles après l'agression du tsar Vladimir en Ukraine.

Le désormais premier flic de France, black-

listé alors qu'il était président du groupe socialiste à l'Assemblée, est tombé de sa chaise lorsque « Le Canard » lui a appris qu'il était toujours indésirable à Moscou. « Cette interdiction ne m'a jamais été signifiée personnellement. Je pense qu'elle ne vise pas ma personne, mais la fonction que j'occupais. Maintenant, j'en occupe une autre. » Et de déplorer : « Depuis mon arrivée Place Beauvau, personne ne m'a entretenu de cette affaire. »

Le ministre de l'Intérieur ne serait plus l'homme le mieux renseigné de France ?